1 Juin
1963

La Vie Internationale

La fin des conférences occidentales.

La première série de conférences de la saison s'est terminée. A Genève on s'est accordé pour éviter tout désaccord et laisser le temps faire son œuvre ; un an de réflexion pendant quoi les experts, ces précieux auxiliaires, élaboreront des propositions compliquées. A Ottawa, où le délai de réflexion n'est que de six mois, on a évité aussi les sujets litigieux. A lire le communiqué on croirait à l'absolue concorde. Si l'on a si aisément écarté les litiges, c'est que les problèmes eux-mêmes ont perdu toute urgence. Le monde a beaucoup changé depuis un an, du moins le monde communiste. Comme c'est lui qui, depuis la guerre, commandé toutes les attitudes des autres pays, particulièrement des Quinze de l'O.T.A.N., la crise qu'il subit les rassure et permet d'ajourner les décisions difficiles. A cela s'ajoute le départ plus ou moins proche des dirigeants de l'après-guerre : Adenauer ouvre le cortège... Enfin on ne peut nier, et il faut s'en féliciter, qu'existe un désir, une volonté générale d'éviter les éclats et les désaccords publics. Depuis le 14 janvier, la diplomatie française a compris que ce genre de provocations n'était plus de mise et fait son possible pour en effacer le souvenir. M. Couve de Murville a pris, à Washington, le tournant avec l'adresse sybilline qu'on lui connaît.

La conclusion de la réunion d'Addis-Abeba.

A Addis-Abeba les chefs d'Etats africains ont exercé leurs talents juridiques acquis en Occident, pour masquer leurs divergences et, comme leurs anciens maîtres, ils ont créé un nombre impressionnant d'organismes pour préparer la constitution future de leur unité. Cela leur donne le temps de s'adapter aux événements prévus et imprévus et aussi de fournir à de jeunes élites impatientes des postes chargés d'honneur et de profit. Au demeurant voici la charte adoptée : Les chefs d'Etats se réuniront une fois par an ; les ministres des affaires étrangères deux fois, pour leur rendre compte de leurs travaux ; on crée en outre un secrétariat général permanent, une commission de médiation et d'arbitrage où seront portés les différends entre Etats membres ; enfin une série de commissions spécialisées, économique, sociale, culturelle, sanitaire, alimentaire, militaire, scientifique et technique dont les budgets seront couverts par les versements des Etats membres.

Le plus sérieux c'est la menace de « libérer » ce qui reste d'Afrique gouvernée par les blancs et de constituer à cet effet un corps de volontaires dont le noyau serait formé de dix mille algériens et d'organiser un bureau d'assistance pour leur fournir des armes. Pratiquement cela vise à ranimer la guerre civile en Angola portugais et le cas échéant à la porter en Rhodésie du Sud et en Mozambique, même en

Afrique du Sud. Comme si les troubles du Congo ex-belge et les sanglantes vicissitudes du Katanga n'avaient pas suffi. Peut-être le gouvernement Adoula, de Léopoldville, fera-t-il quelques difficultés pour entretenir sur son territoire une armée de guerriers arabes.

Les puissances occidentales et l'O.N.U., dont les soucis au Congo ne sont pas dissipés, s'entendent sans doute pour faire ajourner une telle expédition. Mais Moscou n'attend que cette opportunité pour compenser ses échecs africains et réveiller la guerre froide en pays noir. La situation peut devenir explosive.

Le voyage de Castro en U.R.S.S.

Fidel Castro n'a pas encore achevé sa tournée en U.R.S.S. et s'est à nouveau entretenu avec Krouchtchev, après avoir visité les provinces russes d'Asie centrale. Ce tour d'information en pays communiste a dû lui apprendre bien des choses, mais l'objet de ce retentissant voyage était autre. C'est Moscou, on s'en souvient, qui l'avait exigé : En faisant acclamer Castro il fallait convaincre le peuple russe que l'aide à Cuba servait la cause du communisme et que le retrait des missiles, avait été, non une capitulation, mais une manœuvre adroite pour préserver la paix et conserver l'île dans le camp oriental. Plus encore, il s'agissait d'associer avec éclat Fidel Castro à la politique soviétique et l'obliger à se prononcer pour la ligne russe contre la chinoise. Castro, effectivement, a refusé de se rendre à Pékin. Il fallait ôter à Castro toute tentation de se rapprocher de Washington, ce qu'il a fait avec cependant quelques réserves significatives qui sont de bonne diplomatie. En contre-partie de cet alignement, Castro a présenté la facture qui est lourde et cela du fait d'une circonstance aussi curieuse qu'imprévue, la hausse vertigineuse du sucre.

La hausse du sucre.

La cote du sucre sur les marchés de Londres et de New-York a bondi en un an de 20 à 100 Livres la tonne et la hausse continue. Les utilisateurs affolés constituent des stocks, la spéculation suit et les ménagères aux Etats-Unis et en Angleterre accumulent les provisions. Grâce aux désordres de la révolution, à l'expropriation des sucreries américaines, à la collectivisation des plantations, la production cubaine de sucre, principal fournisseur du monde, s'est effondrée de six à sept millions de tonnes à moins de quatre cette année et Castro a vendu par avance son sucre aux pays de l'Est, la seule denrée d'ailleurs qu'ils pouvaient, à la rigueur, se passer d'importer, mais au prix mondial d'alors et même au-dessous, puisqu'il servait à régler des fournitures d'armes et de machines, facturées au prix fort.

Castro s'est aperçu du marché de dupes, quand il a vu que le fonctionnement du régime capitaliste qu'il abhorre, lui offrait l'occasion d'une fortune inespérée. L'ironie de l'affaire, c'est que ce pactole est le résultat de la désorganisation que Castro à lui-même provoquée dans son pays. Il a involontairement instauré la pénurie de sucre et cette pénurie a fait quintupler le prix d'une denrée devenue rare par sa faute. Peu lui importe ; les accords avec Krouchtchev ne tiennent plus et le sucre cubain devra être payé par la Russie au prix actuel, c'est-à-dire cinq fois plus ou plutôt l'aide de l'U.R.S.S. en outillage et en armes, sera cinq fois plus importante sans que Castro en fournisse davantage.

On comprend qu'il ait fallu quelques semaines d'entretiens et de réflexion pour amener Krouchtchev à composition. Les affaires sont les affaires, même entre communistes. Il se pourrait que l'U.R.S.S. et ses satellites remettent le sucre sur le marché mondial et que finalement ce soient les Américains qui l'achètent et fassent les frais de l'opération, ce qui n'arrangera pas leur balance des comptes.

Cet épisode, qui ne manque pas de pittoresque, pourrait offrir aussi aux planificateurs de l'économie quelque sujet de réflexion. Ils seront contraints à réviser leurs plans, comme ils sont en train de le faire chez nous, pour la troisième fois en une seule année.

Une petite histoire.

Fidel Castro, comme tous les dirigeants communistes se plaint de la bureaucratie qu'ils ont eux-mêmes installée. Il pourrait lire avec profit la petite histoire que nous traduisons des « Izvestia » du 13 mai.

Un correspondant du journal, le camarade Radzevitch, était de passage à Odessa ; bousculé dans l'autobus archi-comble, un bouton se détache de son pardessus. Pas d'aiguille, pas de fil (il aurait pu ajouter qu'il n'en trouverait peut-être pas à Odessa où ce genre d'article manque souvent), il avise un atelier de couture où on l'accueille poliment. Sa requête présentée, on lui tend un formulaire en trois exemplaires. On lui demande ses nom, prénoms, adresse, profession, la nature du travail, et docilement il remplit les feuilles que l'on épingle au pardessus ; après quoi le maître d'atelier l'emporte. Peu après on le lui rend, le bouton recousu et la proposée lui donne à nouveau les trois feuilles pour qu'il inscrive dûment signé, que la commande a été exécutée. Combien vous dois-je dit-il enfin ? Un kopek. Les trois papiers en valaient bien chacun autant, conclut mélancoliquement le journaliste...

CRITON.